

SECRÉTARIAT DE L'OCDE : CONTRIBUTIONS À LA COMPILATION POUR RIO+20

Face aux problèmes économiques et environnementaux pressants qui se posent, les efforts en vue de promouvoir la croissance verte en tant que nouvelle source de croissance s'intensifient depuis quelques années. La Conférence Rio+20 de juin 2012 constitue un événement marquant propre à donner un nouvel élan à cette dynamique et assurer qu'elle favorise les aspirations communes des pays en faveur du développement durable et de l'éradication de la pauvreté.

L'OCDE est résolue à aider les pays à obtenir des résultats positifs à la Conférence Rio+20 puis à mettre en œuvre les nouveaux accords. Pour tenir les objectifs ou engagements qui seront adoptés à Rio+20, les pays auront besoin :

- de mesures efficaces par rapport à leur coût et politiquement réalisables pour agir dans le sens voulu ;
- d'indicateurs et de données solides pour suivre les progrès ;
- de mécanismes pour faire le bilan des progrès et fournir des orientations sur les éventuels ajustements à opérer ; et
- d'enceintes spécialisées et de solutions originales pour faciliter la coopération internationale.

Les analyses, indicateurs, rapports par pays et recommandations de l'OCDE constituent une base solide sur lesquels s'appuyer pour mener ces efforts. L'OCDE présentera notamment à Rio+20 les *Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050* et une série d'analyses et d'orientations pratiques liées à la Stratégie pour une croissance verte. Ensemble, ces éléments peuvent aider à comprendre les répercussions des tendances démographiques et économiques sur quatre grandes problématiques mondiales – le changement climatique, la biodiversité, l'eau douce et les effets sur la santé de la pollution de l'environnement – ainsi qu'à trouver par quels moyens concrets les initiatives en faveur de la croissance verte permettront de faire face à ces problèmes afin de favoriser la croissance durable et le bien-être des sociétés.

Pour l'OCDE, la croissance verte repose sur une approche concrète et souple permettant d'accélérer les progrès dans les dimensions économiques et environnementales du développement durable tout en tenant pleinement compte des conséquences sociales du verdissement de la dynamique de croissance des économies. L'objet des stratégies de croissance verte est de veiller à ce que les actifs naturels donnent leur plein potentiel économique sur une base durable. Ce potentiel comprend la fourniture de services essentiels à la vie — une atmosphère et une eau propres, ainsi que la biodiversité résiliente nécessaire à la production d'aliments et à la santé de l'homme.

Il n'y a pas de prescription universelle pour la mise en œuvre de la croissance verte. Le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre d'action et du dispositif institutionnel, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les obstacles à surmonter et les chances à saisir ne seront pas les mêmes pour les pays avancés, les pays émergents et les pays en développement. L'OCDE s'emploie à définir des panoplies de mesures qui peuvent aider des pays confrontés à des situations différentes à mettre en œuvre la croissance verte tout en contribuant à éradiquer la pauvreté, créer des emplois et bâtir une économie forte et durable.

En mai 2011, les gouvernements de plus de 40 pays développés et économies émergentes se sont félicités de la Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte¹, estimant qu'elle pouvait contribuer à amplifier la croissance économique et les créations d'emploi par l'utilisation durable des ressources naturelles, des gains d'efficacité dans l'utilisation de l'énergie et l'attribution d'une valeur aux services écosystémiques.

La **Stratégie pour une croissance verte** est une contribution à la compilation. Elle identifie les sources de croissance verte et les cadres d'action nécessaires, notamment pour mener à bien le processus d'ajustement structurel et faciliter la création d'emplois. Elle apporte des éclairages sur les aspects essentiels qui nécessiteront un renforcement de la coopération internationale et sur les indicateurs pouvant aider à mesurer les progrès accomplis sur la voie des objectifs de croissance verte. La présente note donne des précisions sur les résultats attendus et les documents de base concernant certains des volets essentiels des travaux de l'OCDE sur la croissance verte, qui pourront éclairer l'examen de questions particulières soulevées dans la compilation pour Rio+20.

¹ Cette Stratégie se compose d'un *Résumé à l'intention des décideurs* (www.oecd.org/dataoecd/61/30/48537006.pdf) et des rapports « *Vers une croissance verte* » (www.oecd.org/dataoecd/37/49/48224700.pdf), « *Outils pour la mise en place d'une croissance verte* » (www.oecd.org/dataoecd/34/60/48033481.pdf) et « *Vers une croissance verte : Suivre les progrès — Les indicateurs de l'OCDE* » (www.oecd.org/dataoecd/60/57/49526383.pdf).

I. Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050

Durant les quatre décennies qui viennent de s'écouler, la population mondiale a augmenté de plus de 3 milliards de personnes et la taille de l'économie mondiale a plus que triplé. Or cette croissance elle a été inégalement répartie et s'est révélée très dommageable pour l'environnement. Le patrimoine naturel s'est appauvri et continue de s'appauvrir, et la pollution de l'environnement porte déjà atteinte aux services qu'il fournit. Pour répondre aux besoins de 2 milliards de personnes supplémentaires d'ici à 2050 et améliorer le niveau de vie de tous, il nous faudra être capable de gérer et de restaurer les actifs naturels dont dépend toute vie. Si nous n'y parvenons pas, les conséquences sociales seront lourdes, en particulier pour les populations défavorisées, et compromettront à terme la croissance économique et le développement humain des générations futures.

« Que nous réservent les quatre décennies à venir ? » : telle est la question posée par les *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050*, qui sont axées sur quatre domaines : le changement climatique, la biodiversité, l'eau et les effets de la pollution sur la santé. À partir de travaux de modélisation, cette étude se projette dans l'année 2050 pour comprendre quelles répercussions les tendances économiques et démographiques pourraient avoir sur l'environnement si l'humanité ne parvient pas à mieux gérer les ressources naturelles, et examine certaines des politiques susceptibles d'améliorer ces perspectives. Les ressources de la planète seront-elles en mesure de répondre aux besoins sans cesse croissants en énergie, aliments, eau, produits ligneux et autres ressources naturelles tout en absorbant nos flux de déchets ? Ou le processus de croissance va-t-il saper ses propres bases ? Comment concilier les objectifs environnementaux, économiques et sociaux et préserver les systèmes vitaux dont dépend le développement humain ?

Voir : www.oecd.org/environnement/perspectives

II. Travaux de l'OCDE sur certains aspects de la croissance verte

Rapports par pays sur la croissance verte

S'appuyant sur le cadre général mis en place dans la Stratégie pour une croissance verte, l'OCDE intègre systématiquement la problématique de la croissance verte dans ses travaux de suivi des politiques nationales et multilatérales de façon à fournir des orientations ciblées sur les besoins de chaque pays. On peut citer notamment les Études économiques, les Examens environnementaux, les Examens des politiques d'innovation et les Examens des politiques de l'investissement, ainsi que le rapport annuel intitulé « *Objectif croissance* » et le Programme Villes vertes. Ces analyses couvriront les pays avancés, les économies émergentes et autres. Plusieurs Études économiques et Examens environnementaux ont déjà examiné certains aspects relatifs à la croissance verte et peuvent apporter un premier éclairage sur les mesures récemment prises par les pays pour 'verdier' leur économie, par exemple :

- OCDE (2011), *Études économiques de l'OCDE : Inde 2011*. Cet ouvrage comprend un chapitre intitulé « Éliminer progressivement les subventions à l'énergie » dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-ind-2011-fr
- OCDE (2011), *Greening Public Budgets in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia*, dx.doi.org/10.1787/9789264118331-en
- Jones, R. S. et B. Yoo (2011), « Korea's Green Growth Strategy: Mitigating Climate Change and Developing New Growth Engines », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 798. dx.doi.org/10.1787/5kmbhk4gh1ns-en
- Capozza, I. (2011), « Greening Growth in Japan », *Documents de travail de la Direction de l'environnement de l'OCDE*, n° 28 dx.doi.org/10.1787/5kggc0rpw55l-en
- Carey, D. (2010), « Implementing Cost-Effective Policies in the United States to Mitigate Climate Change », *Documents de travail du Département des affaires économiques*, n° 807, dx.doi.org/10.1787/5km5zrs4kc6l-en
- OCDE (2010), *Études économiques de l'OCDE : Australie 2010*. Cet ouvrage comprend une section sur la gestion de l'eau. dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-aus-2010-en (français à paraître)
- Travaux de l'OCDE sur les villes vertes : www.oecd.org/villesvertes

Indicateurs de croissance verte et instruments de mesure

L'élaboration et la mise en œuvre du cadre d'action destiné à promouvoir la croissance verte supposent une bonne connaissance des déterminants de cette croissance et des arbitrages qui la sous-tendent. À cette condition s'ajoutent les informations requises pour analyser les politiques et mesurer les progrès.

Pour suivre les progrès accomplis sur la voie de la croissance verte, il faut disposer d'indicateurs fondés sur des données comparables au niveau international. *Vers une croissance verte : Suivre les progrès -- Les indicateurs de l'OCDE* (www.oecd.org/dataoecd/60/57/49526383.pdf) propose un ensemble préliminaire de 25 indicateurs établis à partir des travaux menés dans des organisations internationales et dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Cet ensemble n'est ni exhaustif ni définitif et il est suffisamment souple pour que les pays puissent **l'adapter en fonction de leur contexte national propre**. Il est structuré de manière à rendre compte des principales caractéristiques de la croissance verte :

Groupes d'indicateurs et sujets couverts



Au cours des années à venir, l'OCDE collaborera avec les pays pour faire avancer les travaux sur la mesure de la croissance verte, combler quelques-unes des lacunes les plus importantes en matière de données et contribuer à la mise en œuvre du système de comptabilité économique et environnementale intégrée (SCEE) dans les domaines pertinents du point de vue de la croissance verte. Les objectifs sont les suivants :

- combler les lacunes dans les données environnementales et économiques au niveau des **branches d'activité** ;
- développer et améliorer les données physiques sur les principaux stocks et flux d'**actifs naturels**, notamment en ce qui concerne les **terres et les ressources minérales non énergétiques** qui sont souvent des intrants essentiels pour la production ;
- améliorer les données physiques afin de contribuer à produire de meilleures **analyses des flux de matières** ;
- améliorer les données concernant la **biodiversité** ;
- attribuer des **valeurs monétaires** aux (modifications des) principaux stocks et flux d'actifs naturels en tenant compte de leur prix et de leur quantité. De telles évaluations, même incomplètes et imparfaites, sont nécessaires pour **une comptabilité élargie de la croissance**, des bilans plus complets et des mesures du revenu réel corrigé ;
- obtenir des données sur la façon dont les considérations environnementales stimulent **l'innovation** dans les entreprises ;
- élaborer des indicateurs relatifs à la **réglementation environnementale** pour compléter les indicateurs relatifs aux instruments économiques ;
- améliorer les mesures tant objectives que subjectives de la **qualité de vie**, en particulier des problèmes de santé induits par l'environnement et des coûts qui s'y rapportent, ainsi que celles des perceptions du public ;
- sélectionner un ensemble restreint d'**indicateurs « phares »** permettant de suivre les éléments centraux de la croissance verte et représentatifs d'un ensemble plus large de questions liées à la croissance verte.

Autres informations et documents clés

- Statistiques et indicateurs sur l'environnement : www.oecd.org/env/indicateurs
- Mesurer le progrès des sociétés : www.oecd.org/mesurerleprogres
- Measuring sustainable development, UNECE, OECD, Eurostat (2009) www.oecd.org/dataoecd/30/20/41414440.pdf
- Measuring the Relationship between ICT and the Environment (2009) www.oecd.org/dataoecd/32/50/43539507.pdf
- Sustainable Manufacturing Toolkit (2011) www.oecd.org/innovation/green/toolkit

Croissance verte et pays en développement

Pour parvenir à un développement durable à l'échelle mondiale, l'effort collectif de tous les pays est nécessaire. Les pays en développement jouent un rôle particulièrement important dans la réalisation de cet objectif car ils seront de plus en plus sources de croissance économique et démographique et cette tendance s'accompagnera de nouvelles pressions sur l'environnement et les ressources naturelles. Compte tenu de l'importance des actifs naturels dans les pays à faible revenu, la croissance verte peut favoriser une croissance économique plus résiliente et améliorer les moyens de subsistance des populations pauvres.

L'OCDE étudie la façon dont les stratégies de croissance verte peuvent être appliquées dans les pays en développement compte tenu des différences de dotation en ressources naturelles, de niveau de développement socio-économique, de croissance économique et de capacité institutionnelle. Un rapport préliminaire sur la ***croissance verte et les pays en développement*** sera établi dans le cadre de la contribution de l'OCDE à la Conférence Rio+20 en juin 2012. Il identifiera les domaines prometteurs dans lesquels les objectifs de croissance verte pourraient être atteints, ainsi que les politiques, réglementations et opportunités en matière de transfert de technologies, de nouveaux marchés et d'innovation qui sont susceptibles de favoriser leur réalisation. Ce rapport soulignera l'importance de la coopération internationale et les avantages que pourront mutuellement retirer les économies avancées et les pays en développement de la recherche d'une croissance plus verte.

Les pays de l'OCDE constituent le principal groupe de pays donateurs et ils œuvrent avec les pays partenaires pour déterminer **comment l'aide au développement peut soutenir au mieux le développement durable**. Depuis plus de dix ans, l'OCDE suit les activités d'aide en faveur de l'environnement. Elle se sert des « marqueurs Rio » pour suivre les flux internationaux de financements publics destinés à faciliter la mise en œuvre des conventions de Rio sur la biodiversité, la désertification et les changements climatiques. Parallèlement, l'OCDE collecte des données sur les apports d'aide en faveur de secteurs essentiels pour la croissance verte et le développement durable tels que l'énergie, l'eau, l'agriculture et la sylviculture. Les travaux de l'OCDE à paraître début 2012 comprennent des orientations globales sur le renforcement des capacités au service de la gestion environnementale. Il s'agit de recommandations visant le développement des capacités nécessaires pour mettre en œuvre des politiques de développement 'vert' et favoriser la gouvernance, le financement et la planification en matière d'environnement tant dans les pays en développement que dans les pays apporteurs d'aide au développement.

Informations complémentaires et documents clés

- OCDE (2012, à paraître), *Vers un développement plus vert : améliorer les capacités pour la gestion et la gouvernance de l'environnement* www.oecd.org/document/39/0,3746,fr_2649_34421_49453166_1_1_1_1,00.html
- Statistics on Environmental Aid : www.oecd.org/document/59/0,3746,en_2649_34421_46670203_1_1_1_1,00.html
- OCDE (2009), *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : document d'orientation* www.oecd.org/env/cc/adaptation/orientation
- OCDE (2008), *Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : enjeux économiques et politiques*, dx.doi.org/10.1787/9789264041844-fr
- OCDE (2005), *La réforme fiscale écologique axée sur la réduction de la pauvreté*, dx.doi.org/10.1787/9789264008717-fr

Innovation et transfert de technologie

L'innovation joue un rôle déterminant dans la croissance verte. Elle peut aider à découpler la croissance et l'appauvrissement des ressources naturelles et elle contribue à la croissance économique et à la création d'emplois. L'entreprise est le moteur de l'innovation mais les pouvoirs publics doivent fournir des signaux économiques clairs et stables, par exemple par le biais de la tarification du carbone. Des travaux récents de l'OCDE examinent les mesures prises par les pouvoirs publics pour assurer le déploiement et le transfert de technologies nouvelles et d'innovations à mesure que celles-ci apparaissent. Voici quelques-unes de leurs principales conclusions :

- **Il ne suffit pas d'investir dans la R-D énergétique et environnementale.** Une petite partie seulement des innovations vertes sont issues de la R-D dans le domaine de l'énergie ou de l'environnement. La R-D dans des domaines comme la chimie, la science des matériaux et l'ingénierie est également une importante source de recherches scientifiques au service des technologies vertes.
- **La tarification du carbone et des ressources est essentielle pour stimuler l'innovation verte.** La tarification du carbone est essentielle à l'amélioration continue vers des technologies propres et à l'adoption de technologies à bas carbone mais elle n'aboutira pas nécessairement à des innovations de rupture. L'investissement public et privé dans la recherche est également nécessaire, notamment dans les pays émergents et les pays en développement qui peuvent avoir besoin d'adapter les technologies existantes en fonction de leur situation propre.
- **Les pays émergents et les pays en développement ont la possibilité de progresser rapidement, par exemple en utilisant efficacement les TIC.** Les TIC offrent d'importantes possibilités de verdissement de la croissance aux pays qui en sont encore à mettre en place leurs infrastructures, par exemple s'ils intègrent les TIC dans les réseaux électriques ou les utilisent pour améliorer l'accès à l'information et aux marchés.
- **Toutes les politiques en faveur de l'innovation verte ne sont pas coûteuses.** Lever les obstacles réglementaires à la croissance des nouvelles entreprises peut aider à stimuler l'entrepreneuriat et donner lieu à la création de nouveaux modèles d'entreprise qui défient les entreprises en place. Selon les analyses de l'OCDE sur l'innovation, les jeunes entreprises représentent une part importante des dépôts de brevets.
- **La capacité d'absorption des pays récepteurs est un facteur essentiel pour faciliter le transfert de technologie.** Plus le niveau du capital humain national est élevé, plus le niveau du transfert de technologie l'est aussi, tout comme celui des retombées positives des échanges et de l'investissement direct étranger sur la situation locale. Cela illustre l'importance du renforcement des capacités et de la formation dans les domaines techniques et scientifiques sur le long terme.
- **Des politiques nationales neutres sur le plan technologique et la coordination internationale des politiques sont des facteurs importants propres à accroître la circulation des technologies entre les frontières.** Si la politique de protection de l'environnement est trop contraignante et mal coordonnée, il peut en résulter une fragmentation des marchés de la technologie et une division du marché potentiel de telle ou telle innovation induite entre plusieurs pays.
- Pour accélérer le rythme de diffusion de l'innovation, **de nouveaux dispositifs destinés à favoriser le transfert de technologie vers les pays en développement** sont actuellement à l'étude comme les pools volontaires de brevets et autres mécanismes de collaboration pour l'exploitation des droits de propriété intellectuelle. Des bonnes pratiques existent déjà mais beaucoup de chemin reste à parcourir. Les pouvoirs publics doivent soutenir ces nouveaux mécanismes en facilitant les investissements dans les infrastructures de réseaux de connaissance nécessaires, en encourageant la mise en commun des connaissances du secteur public et en développant des orientations et règles non contraignantes à l'appui de ces mécanismes.

Informations complémentaires et documents clés

- OCDE (2011), *Fostering Innovation for Green Growth*
www.oecd.org/document/3/0,3746,en_2649_37465_48593219_1_1_1_37465,00.html
- OCDE (2011), *Invention et transfert de technologies environnementales* dx.doi.org/10.1787/9789264115620-en
(français à paraître)

- OCDE (2010), *L'éco-innovation dans l'industrie : Favoriser la croissance verte* dx.doi.org/10.1787/9789264079557-fr

Faire de la liberté d'investissement un vecteur de croissance verte et prévenir le protectionnisme

L'investissement international constitue une source de financement essentielle et un puissant vecteur d'innovation et de transfert de technologie à l'appui des efforts déployés par les pays pour promouvoir la croissance verte. Les travaux menés à l'OCDE sur le thème « Faire de la liberté d'investissement un vecteur de croissance verte » portent sur la façon dont les responsables des politiques de l'investissement international peuvent aider les pays à réaliser leurs objectifs en matière de croissance verte. Ils soulignent combien il est important que les gouvernements continuent de suivre de près leurs pratiques en matière d'accords d'investissement au regard de leurs objectifs environnementaux. Il importe également que les nouvelles mesures environnementales respectent les grands principes du droit international tels que la non-discrimination (qui mettent les investisseurs nationaux et étrangers sur un pied d'égalité). L'arbitrage sur l'investissement international joue un rôle de plus en plus grand dans la résolution des différends où entrent en ligne de compte des questions d'environnement, ce qui confère une responsabilité particulière aux milieux chargés des politiques d'investissement qui doivent assurer l'intégrité et la compétence des tribunaux arbitraux et améliorer leur transparence.

La Table ronde sur la liberté d'investissement (TRLI)² hébergée par l'OCDE aborde aussi les préoccupations exprimées par certains pays qui craignent que les programmes d'action en faveur de la croissance verte ne soient instrumentalisés à des fins protectionnistes. Cependant, à ce jour, aucun des 42 pays de l'OCDE et économies émergentes qui notifient régulièrement à la Table ronde les mesures relatives à l'investissement n'a fait état de discrimination manifeste à l'égard des investisseurs non résidents ou étrangers en rapport avec la politique de l'environnement. La vigilance est néanmoins de mise. Certaines mesures de politique environnementale qui semblent neutres peuvent entraîner une discrimination *de facto* ou créer des obstacles aux échanges qui freineront le développement. Certaines aides publiques liées à l'environnement (subventions, garanties de prêts ou injections de capital au bénéfice d'entreprises particulières par exemple) peuvent potentiellement présenter des risques pour la concurrence. La Table ronde de l'OCDE sur la liberté d'investissement continuera de suivre de près les mesures visant l'investissement pour veiller à ce qu'elles ne servent pas un protectionnisme caché.

Informations complémentaires et documents clés

- OCDE (2011), *Harnessing Freedom of Investment for Green Growth* www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_34887_47721600_1_1_1_1,00.html
- OCDE (2011), « Defining and Measuring Green FDI: an Exploratory Review of Existing Work and Evidence », Document de travail de l'OCDE sur l'investissement international n° 2011/2 www.oecd.org/dataoecd/26/8/48171454.pdf
- OCDE (2010), *La transition vers une économie sobre en carbone : objectifs publics et pratiques des entreprises*, dx.doi.org/10.1787/9789264090255-fr

Les études sectorielles sur la croissance verte : énergie, alimentation et agriculture, eau

Il importe de comprendre les conséquences de la croissance verte pour des secteurs et thèmes clés comme l'énergie, l'alimentation et l'agriculture ainsi que l'eau. Les principaux messages qui ressortent des analyses sectorielles de l'OCDE à ce jour sont que, sur le long terme, le verdissement de ces secteurs peut renforcer la viabilité environnementale, la croissance économique et le bien-être de nos sociétés. De fait, la croissance verte est essentielle si l'on veut répondre aux besoins des générations futures en matière d'énergie, d'alimentation et de nutrition, d'eau et d'assainissement. Les domaines prioritaires où une action cohérente doit être menée sont notamment les suivants :

- **Accroître durablement la productivité.** Si les ressources sont utilisées avec une plus grande efficacité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, il est possible d'accroître la production pour répondre à la demande d'une population grandissante dont le régime alimentaire et les habitudes de consommation changent, tout en exploitant de manière durable les ressources naturelles et en préservant le capital naturel. Un plus haut degré de priorité doit être accordé à la recherche, au développement, à l'innovation, à l'enseignement et à l'information.

² La Table ronde de l'OCDE sur la liberté d'investissement est un forum intergouvernemental qui réunit régulièrement des gouvernements de pays membres et non membres de l'OCDE de toutes les régions du monde. Ces rencontres aident les autorités gouvernementales à concevoir des politiques meilleures en vue de concilier l'ouverture à l'investissement international et les réglementations nationales dans l'intérêt public.

- **Faire en sorte que des marchés efficaces envoient les signaux voulus.** Des prix qui prennent en compte la rareté des ressources naturelles contribuent au rendement d'utilisation des ressources. Il convient d'éliminer progressivement les subventions économiquement et écologiquement préjudiciables. Le principe pollueur-payeur doit être appliqué par le biais de redevances et de réglementations. Des incitations devraient être fournies pour le maintien de la biodiversité et des services environnementaux.
- **Instaurer et faire respecter des droits de priorité clairement définis.** L'absence de droits de propriété clairement définis peut conduire à une surexploitation des ressources marines, des terres et des forêts.
- **Examiner les aspects politico-économiques de la réforme.** Pour assurer le succès de la mise en œuvre de la réforme, il serait essentiel de veiller à la participation de l'ensemble des principales parties prenantes et de mettre en place progressivement les réformes. Il est essentiel de tenir compte des aspects de la réforme relatifs à la redistribution et à la compétitivité pour atteindre les objectifs de croissance verte. Une approche multiple associant les décideurs et les parties prenantes aux niveaux international, national et local peut aider à recenser les problèmes et à trouver des réponses cohérentes.

Informations complémentaires et documents clés

- OCDE, AIE (2011), *Études sur la croissance verte : énergie* (2011) dx.doi.org/10.1787/9789264115118-en
- OCDE (2011), *Études sur la croissance verte : alimentation et agriculture* dx.doi.org/10.1787/9789264107892-fr
- Travaux de l'OCDE sur la croissance verte dans les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et la pêche : www.oecd.org/agriculture/greengrowth
- OCDE (2011), *Relever le défi du financement des services d'eau et d'assainissement : approches et outils*, Études de l'OCDE sur l'eau, www.oecd.org/document/31/0,3746,en_2649_37465_48911647_1_1_1_37465,00.html
- OCDE (2011), *La gouvernance de l'eau dans les pays de l'OCDE : une approche pluri-niveaux*, Études de l'OCDE sur l'eau, www.oecd.org/document/13/0,3746,en_2649_37465_48896205_1_1_1_37465,00.html
- Travaux de l'OCDE sur l'eau : www.oecd.org/eau

Green Growth Knowledge Platform : La plateforme mondiale de connaissances sur la croissance verte



La plateforme de connaissances sur la croissance verte (GGKP) a été mise au point dans le cadre d'un partenariat entre le Global Green Growth Institute (GGGI), l'OCDE, le PNUE et la Banque mondiale. Elle a pour mission de renforcer et d'intensifier les efforts visant à identifier et combler les principales lacunes dans les connaissances théoriques et pratiques sur la croissance verte, ainsi que d'aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de croissance verte.

La GGKP encourage les recherches sur les principaux déficits de connaissances théoriques et pratiques en matière de croissance verte. Grâce à des consultations à grande échelle et à des recherches de haut niveau, la GGKP offre aux praticiens et décideurs des outils plus performants pour favoriser la croissance économique et le développement durable.

Pour obtenir des informations complémentaires : www.greengrowthknowledge.org.

Pour de plus amples informations sur la Stratégie pour une croissance verte, consulter le site

www.oecd.org/croissanceverte

Ou écrire à greengrowth@oecd.org

Stratégie pour une croissance verte

Dialogue international sur la croissance verte (IGGD)

Pour participer au débat, rendez-vous sur le site web sécurisé : <https://community.oecd.org/community/greengrowth>.

Pour vous inscrire, adressez vos coordonnées à greengrowth@oecd.org. Les utilisateurs inscrits recevront une lettre d'information sur les thèmes relatifs à la croissance verte.